



## LETTRE D'INFORMATION

### DG Droits humains et Etat de droit (DGI)

#### décembre 2023

### CPT

Le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) a publié un rapport en décembre, ainsi que la réponse du Gouvernement, relatif à la visite ad hoc effectuée du 23 mai au 3 juin 2022 au [Portugal](#) pour évaluer l'effectivité des enquêtes menées sur les allégations de mauvais traitements policiers. La délégation du CPT a également examiné la situation des femmes détenues en prison et le traitement des patients en soins psychiatriques et médico-légaux.

Le Comité a également effectué trois visites de suivi en décembre 2023 : une visite ad hoc en [Grèce](#) du 21 novembre au 1er décembre 2023 avec pour objectif d'examiner le traitement des ressortissants étrangers privés de liberté en vertu de la législation relative à l'immigration et de revoir les progrès réalisés par les autorités depuis les visites de 2018 et 2020 en ce qui concerne la mise en œuvre des recommandations formulées par le CPT en matière d'immigration; une visite périodique en [République slovaque](#) du 28 novembre au 8 décembre afin d'examiner le traitement et les garanties accordées aux personnes privées de liberté par la police ainsi que le traitement et conditions de détention des personnes incarcérées; et une visite ad hoc en [France d'outre-mer](#) du 28 novembre au 14 décembre, dans les collectivités territoriales de Guadeloupe et de Guyane, afin d'évaluer les conditions de détention des personnes privées de liberté dans des maisons d'arrêt et centres de détention connaissant des problèmes de surpopulation, ainsi que d'examiner le traitement et les garanties accordées aux patients hospitalisés sans consentement dans des établissements de santé mentale et dans les hôpitaux où ils sont placés en attendant leur admission involontaire dans un établissement psychiatrique.

### Commission de Venise

Les 15 et 16 décembre, la Commission de Venise a tenu [sa 137e session plénière](#) à Venise. Au cours de cette session, la Commission a adopté huit avis et mémoires *amicus curiae* concernant **l'Arménie, la Géorgie, le Kosovo\*<sup>i</sup>, la République de Moldova et l'Ukraine.**

Le 4 décembre, la Présidente de la Commission de Venise a participé à la [réunion](#) de la Commission de suivi de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, organisée par le Parlement italien à la Chambre des députés italienne à Rome. La réunion s'est concentrée sur « Stratégies et outils du Conseil de l'Europe pour garantir le respect des droits de l'homme, de l'état de droit et des obligations démocratiques dans le **règlement des conflits.** »

Les 7 et 8 décembre, la Commission et l'Académie pour la protection des droits de l'homme en Europe ont organisé une [conférence internationale à Cologne intitulée « Argent et](#)

**démocratie - une relation difficile.** » L'événement a rassemblé des membres de la Commission de Venise, des politiciens, des universitaires et des représentants d'organisations internationales. Il a permis d'explorer les moyens d'exposer, de surveiller, de contenir, voire d'empêcher l'influence indue des grandes fortunes sur la prise de décision démocratique.

Le 4 décembre, un représentant du secrétariat de la Commission a participé à la deuxième réunion dans le cadre du [dialogue de haut niveau](#) « **Bonne gouvernance démocratique en Ukraine** : réalisations, défis et perspectives dans la période d'après-guerre. » La réunion a rassemblé les principaux acteurs nationaux qui ont discuté des perspectives de réformes de la bonne gouvernance démocratique en Ukraine.

Du 4 au 6 décembre, un expert de la Commission de Venise et le Secrétaire adjoint ont participé au [deuxième Sommet pour la démocratie électorale](#) intitulé « Les autorités électorales face à la désinformation » à Mexico. Ce sommet était organisé par l'Institut national électoral du Mexique (INE). L'objectif principal du Sommet était de discuter du rôle des autorités électorales dans la lutte contre la désinformation et les infox.

Enfin, la Commission de Venise a accompagné la [délégation d'observation des élections](#) de l'APCE en **Serbie** pour donner des conseils sur le cadre juridique des élections législatives anticipées du 17 décembre. La délégation a participé à des réunions d'information conjointes avec d'autres organisations internationales, avant et après les élections, et a observé les processus d'ouverture, de vote et de dépouillement des élections.

## Registre des dommages pour l'Ukraine

En décembre, le travail du Registre s'est concentré sur l'organisation et la tenue de la réunion du Conseil du Registre des dommages pour l'Ukraine, l'un des principaux organes du Registre, qui propose les règles et règlements régissant le travail du Registre.

Lors de sa réunion inaugurale à La Haye (11-15 décembre), le Conseil a élu Robert Spano, associé chez Gibson, Dunn & Crutcher et ancien président de la Cour européenne des droits de l'homme, en tant que Président, et Dr. Chiara Giorgetti, Professeure à Richmond Law School, en tant que Vice-Présidente.

Il a également adopté son règlement intérieur et examiné d'urgence les catégories de demandes éligibles. La vice-ministre de la Justice de l'Ukraine, Iryna Mudra, a présenté une proposition de catégories des dommages, adoptée par le gouvernement ukrainien le 1er décembre 2023. Les catégories proposées comprennent la perte de vies humaines, la torture, les violences sexuelles, les dommages corporels, le déplacement involontaire, la délocalisation forcée, la perte de biens et de revenus, les pertes économiques, les dommages causés aux infrastructures essentielles, aux installations gouvernementales, au patrimoine historique/culturel et les dommages causés à l'environnement.

Le Conseil vise à finaliser les règles et règlements, y compris les catégories de dommages, en examinant la proposition et en veillant à ce qu'ils soient conformes au Statut du Registre. Il souligne également l'urgence de collecter les demandes d'indemnisation, en donnant la priorité aux personnes les plus touchées par la guerre et aux demandes d'indemnisation liées aux infrastructures critiques de l'Ukraine. Le printemps 2024 est la date prévue pour le début du dépôt des demandes d'indemnisation.

Parmi les autres points à l'ordre du jour, le Conseil a été informé en détail par le Directeur exécutif de RD4U, Markiyan Kliuchkovskyi, des travaux réalisés pour développer les différents systèmes et fonctions du Registre. Le Conseil s'est particulièrement félicité de l'ampleur des travaux préparatoires déjà entrepris par le Directeur exécutif et le Secrétariat.

## Mise en œuvre des standards en matière de droits humains, justice et coopération juridique

La CEPEJ a tenu sa [41e réunion plénière](#), au cours de laquelle ont été adoptés un outil d'évaluation pour l'opérationnalisation de sa Charte éthique de 2018 sur l'IA, des lignes directrices sur les modes alternatifs de règlement des litiges en ligne, un rapport sur la pondération des affaires pour les procureurs ainsi que le projet de son programme d'activités pour 2024 et 2025. Elle a organisé un [Forum annuel des administrateurs de justice](#) en **Géorgie**, [l'événement de clôture](#) du projet pilote sur l'aide juridique en **Lettonie**, une [formation](#) au temps judiciaire pour le personnel non juge de l'ensemble des tribunaux de 1<sup>ère</sup> instance en **Albanie**, et du « court coaching » en **Bosnie-Herzégovine**.

Dans le cadre du programme **HELP**, le cours sur la Cybercriminalité et les preuves électroniques a été [lancé](#) en **Espagne** pour des juges, procureurs et avocats de l'**UE**. D'autres cours ont été lancés, y compris sur la violence à l'égard des femmes en **Grèce**, les crimes et discours de haine en **Macédoine du Nord** et les droits humains dans le sport en **Espagne**. Le cours HELP sur l'interaction entre la CEDH, la CSE et la Charte de l'UE a été présenté lors d'un forum organisé par l'Agence des droits fondamentaux de l'UE. Une session d'information en ligne sur **HELP dans les universités** a été organisée, avec une [formation spéciale](#) de formateurs HELP pour les professeurs d'université en **Ukraine**. Dans le cadre du « [Central Asia Rule of law Programme](#) », le cours HELP sur la prévention de la violence à l'égard des femmes a été [lancé](#) en **Ouzbékistan**.

Dans le cadre de **programmes de coopération bilatérale** : La Journée des droits humains a été marquée en **Arménie** par un [séminaire](#) sur l'éducation aux droits de l'homme dans les forces armées. En **Ukraine**, le CdE a soutenu une [conférence internationale](#) sur le rôle du système judiciaire pour surmonter les défis de la guerre. D'autres événements marquants incluent : en **Azerbaïdjan**, une réunion du groupe de travail sur l'adoption du plan d'action sur l'exécution des arrêts de la CEDH ; en **République de Moldova**, un [forum](#) sur les droits humains et l'égalité ; au **Monténégro**, un tribunal fictif dans les cliniques juridiques de l'université ; en **Türkiye**, des ateliers notamment sur l'interdiction de la discrimination dans la vie professionnelle. En **Ouzbékistan**, le CdE a soutenu une [conférence](#) avec l'Académie des forces de l'ordre et au **Kazakhstan**, une conférence sur la mise en œuvre des normes internationales en matière de droits de l'homme dans la législation et la pratique nationales.

Dans le cadre de **programmes de coopération multilatérale** : le projet [Enhancing Subsidiarity](#) et la plateforme [ECHR-KS](#) ont été présentés à la Cour suprême **irlandaise**, lors d'une formation pour les avocats des barreaux **belge, français et luxembourgeois**. Le projet [TJENI](#) a organisé un événement à **Chypre** pour faire le point sur les réalisations du projet et sa première visite d'évaluation en **Grèce** visant à concevoir le soutien du projet aux partenaires nationaux dans la transformation numérique en cours.

## Exécution des arrêts de la Cour européenne des DH

Le Service de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme a participé à la **1483e réunion du CM** sur les droits de l'homme, au cours de laquelle le CM a adopté [41 décisions concernant 23 Etats membres](#), y compris des résolutions intérimaires dans quatre groupes d'affaires. Le CM a également adopté 45 résolutions finales concernant 83 arrêts et décisions de la Cour européenne des droits de l'homme concernant 20 Etats. Le Service a également publié une [nouvelle fiche thématique sur les droits reproductifs](#).

Le Service continue à travailler en étroite collaboration avec les organes de l'**ONU** pour rappeler à la **Fédération de Russie** son obligation légale inconditionnelle de mettre en

œuvre les arrêts de la Cour européenne. Le Service a accueilli à Strasbourg les 12-13 décembre la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Russie, Mariana Katzarova. Au cours de sa visite, la Rapporteuse spéciale a tenu plusieurs réunions, notamment avec la Secrétaire Générale et le Service, et a eu un échange de vues avec le Comité des Ministres. L'exécution des arrêts de la Cour européenne contre la Fédération de Russie et les contacts avec les défenseurs russes des droits de l'homme ont été parmi les principaux sujets abordés lors de ces réunions.

Le Service a rencontré **l'agent du gouvernement irlandais** pour discuter des affaires pendantes devant le Comité des Ministres. Il a également tenu sa réunion trimestrielle en ligne avec le Ministère de la Justice du Royaume-Uni pour discuter des affaires pendantes et identifier les priorités pour 2024.

Le Service a tenu des réunions à Sofia avec des **experts juridiques bulgares du Ministère de la justice** pour expliquer le processus d'exécution des arrêts définitifs de la Cour européenne des droits de l'homme. Il a également rencontré des fonctionnaires du **Ministère de l'intérieur, du Ministère de l'agriculture, de la Cour suprême de cassation, du bureau du procureur de la Cour suprême de cassation** et de plusieurs autres institutions afin de soutenir les travaux en cours des autorités bulgares visant à établir une procédure nationale formalisée et à accroître la capacité nationale pour la mise en œuvre des arrêts de la Cour européenne à l'encontre de la Bulgarie. Les réunions ont également permis de discuter de l'exécution des affaires sous contrôle renforcé ou standard nécessitant des mesures législatives.

## Droits sociaux

Le [Comité européen des droits sociaux \(CEDS\)](#) a tenu sa dernière session de l'année 2023 du **4 au 8 décembre**. Le Comité a poursuivi ses travaux sur les conclusions de l'année 2023 liées aux rapports nationaux sur les dispositions de la Charte sociale européenne relatives aux enfants, aux familles et aux migrants, ainsi que sur les Constats de l'année dans le cadre du suivi des réclamations collectives au titre de la Charte. Il a également délibéré sur d'autres [réclamations collectives](#).

Le Comité gouvernemental de la Charte sociale européenne et du Code européen de la sécurité sociale (CG) a tenu sa [session plénière](#) du 27 novembre au 1<sup>er</sup> décembre. Au cours de cette session, le CG a appliqué de nouvelles méthodes de travail à la lumière des décisions du Comité des Ministres visant à renforcer le suivi dans le système de rapports de la Charte sociale européenne. Le CG a discuté en détail de 48 cas ou groupes de cas de non-conformité constatés par le Comité européen des droits sociaux (CEDS) en matière de droits au travail. Il a convenu de transmettre 41 recommandations au Comité des Ministres pour adoption. Plusieurs Etats ont exprimé leur intérêt pour avoir recours à une assistance et au dialogue sur les normes de la Charte relatives aux droits au travail.



A l'occasion de la Journée internationale des droits humains, le Conseil de l'Europe, en collaboration avec l'organisation non gouvernementale Plate-forme sociale, a organisé le **14 décembre** à **Bruxelles** une [table ronde](#) visant à favoriser une meilleure compréhension du rôle clé joué par la Charte sociale européenne dans la sauvegarde et l'avancement des droits sociaux. La table ronde (avec des intervenants tels que Aoife Nolan, Présidente du Comité européen des droits sociaux, Laura

De Bonfils, Secrétaire générale de la Plate-forme sociale, Eamon Gilmore, Représentant spécial de l'UE pour les droits de l'homme et Olivier de Schutter, Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'homme) a également contribué à renforcer le dialogue sur le rôle clé des droits sociaux, tels que consacrés par la Charte

sociale européenne, dans la lutte contre la pauvreté, l'exclusion sociale et la promotion d'une société fondée sur les principes de justice sociale, d'égalité des chances et de conditions de travail et de vie équitables.

Le projet intitulé "[Renforcement de la protection des droits sociaux et économiques en Géorgie](#)", qui avait débuté le 1er mars 2021, s'est achevé le 31 décembre 2023. Le projet visait à renforcer le respect des droits sociaux en **Géorgie** conformément aux dispositions de la Charte sociale européenne. Il a permis d'évaluer les questions clés dans le domaine des droits sociaux dans le pays et, en collaboration avec les autorités, de convenir des activités futures nécessaires pour relever les défis liés aux droits sociaux. Ses réalisations sont illustrées dans un résumé du projet - [Renforcer la protection des droits sociaux et économiques en Géorgie](#). Le Bureau en **Géorgie** a organisé un événement de clôture du projet le **1er décembre**.

## Police, détention, drogues et addictions

### Groupe Pompidou

Du 6 au 8 décembre, le Groupe Pompidou a accueilli la première Conférence annuelle des réseaux de contrôle des drogues, à laquelle ont participé plus de 150 experts de plus de 50 pays et organisations internationales. Il s'agissait de la première édition d'un nouveau format de conférence lancé par le Groupe Pompidou, réunissant des participants de différents secteurs chargés de l'application de la loi.

Les 14 et 15 décembre, la première réunion du groupe de travail du cours en ligne HELP du Groupe Pompidou sur les droits humains dans la politique en matière de drogues, avec un accent sur le système de justice pénale, a eu lieu avec la participation d'experts du domaine juridique, de la justice pénale, du traitement des drogues et de la politique en matière de drogues, ainsi que des représentants d'autres entités du Conseil de l'Europe, de l'ONUDC et de l'OEDT. Les experts ont discuté en détail des objectifs et des grandes lignes du cours. Le cours devrait être finalisé d'ici octobre 2024.

La cérémonie de clôture du projet "Développer un réseau de soutien à la prévention des drogues pour les parents et les professionnels" s'est tenue à **Tbilissi**, en **Géorgie**, le 18 décembre 2023. Des représentants de ministères géorgiens, d'institutions publiques, d'agences, de la société civile et du monde universitaire ont souligné les résultats positifs obtenus au cours des 18 mois qu'a duré le projet, lancé en juin 2022.

Le Forum international sur les comportements addictifs et les crimes associés à l'utilisation d'Internet s'est tenu à **Mexico** les 19 et 20 décembre 2023. Le Forum a été organisé conjointement par le Groupe Pompidou, le ministère mexicain des Affaires étrangères et le ministère de la Sécurité et de la Protection civile, ainsi que la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) de l'Organisation des États américains (OEA). Plus de 200 représentants de 20 pays ont participé à l'événement, qui a bénéficié d'une large couverture médiatique internationale.

### Coopération policière et en matière de privation de liberté (CPDL)

Depuis la mi-décembre, quelque 220 détenus de la prison de Kumanovo, en **Macédoine du Nord**, bénéficient d'un nouveau four à pain et leurs enfants peuvent désormais utiliser une aire de jeu lors de leurs visites. Ces équipements ont été fournis dans le cadre d'un programme conjoint entre l'UE et le Conseil de l'Europe, pour une valeur totale de plus de 17 000 euros.

Le ministre de l'Intérieur de la Fédération de **Bosnie-Herzégovine** a signé une décision introduisant le [module des droits de l'homme](#), créé avec l'aide du Conseil de l'Europe, dans

le nouveau programme de formation de l'Académie de police de Sarajevo. Cette académie forme tous les nouveaux cadets/officiers de police et inspecteurs juniors des dix ministères cantonaux de l'intérieur de la Fédération de Bosnie-Herzégovine, ainsi que les cadets de l'administration de la police fédérale.

## Activités normatives en matière de droits humains, justice et coopération juridique

### Coopération juridique

Le Conseil Consultatif de Juges Européens (CCJE) a adopté lors de sa [24<sup>e</sup> réunion plénière](#) (29 novembre-1<sup>er</sup> décembre) [l'Avis n° 26 \(2023\) « Aller de l'avant : l'utilisation de la technologie d'assistance dans le système judiciaire »](#). L'Avis énonce un ensemble de principes pour l'utilisation des technologies dans les systèmes judiciaires. L'objectif de ces principes est de mieux garantir un accès effectif et pratique à la justice, tout en maintenant et en renforçant la légitimité judiciaire et la confiance du public dans le système judiciaire.

Un [webinaire sur l'intégration de l'égalité de genre dans les processus de réforme législative](#) a été organisé par le CDCJ en collaboration avec la [Commission pour l'égalité de genre](#) (GEC) le 5 décembre 2023 pour présenter le nouveau [Guide pratique du CDCJ sur l'intégration de la dimension de genre dans les processus de réforme du droit public et du droit privé](#). Le guide fournit des informations pratiques sur l'évaluation des politiques, notamment en présentant des initiatives juridiques qui prennent en compte le principe de l'égalité de genre.

### Droits humains et biomédecine

Le CDBIO a organisé le 12 décembre, à Rome, une [Conférence sur « La littératie en santé et les droits humains - favoriser la confiance et accès équitable aux soins de santé »](#), en coopération avec l'Office national contre la discrimination raciale d'Italie, et avec le soutien du Ministère de la famille, de la natalité et de l'égalité des chances et du Ministère de la santé d'Italie.



L'événement a lancé le [Guide du Conseil de l'Europe sur la littératie en santé](#), un outil pratique destiné à aider les décideurs, les prestataires de soins de santé et les professionnels de la santé à aborder les questions de soins de santé, de prévention des maladies et de promotion de la santé. L'événement a abordé les besoins en littératie en santé des individus et les responsabilités correspondantes des systèmes de santé, afin de soutenir le développement de systèmes de santé plus accessibles et inclusifs. Les participants ont exploré les tendances et les défis ainsi que les politiques et les pratiques en matière de littératie en santé, les parcours des patients et, à titre d'exemple, la littératie en santé dans les communautés Rom.

## Société de l'Information

### Médias

Lors de sa dernière [réunion plénière](#) tenue du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 2023, le CDMSI a achevé ses travaux sur le projet de Recommandation du Comité des Ministres aux États membres sur la lutte contre l'utilisation des poursuites-bâillons (SLAPP) et a convenu de le transmettre au Comité des ministres pour examen et adoption finale. Il a également

adopté une [note d'orientation sur la lutte contre la propagation de la désinformation et de la désinformation en ligne par le biais de la vérification des faits et de la conception de plateformes dans le respect des droits humains](#), ainsi que des [Lignes directrices sur la mise en œuvre responsable de systèmes d'intelligence artificielle dans le journalisme](#), et a approuvé un rapport sur les Bonnes pratiques pour un financement durable des médias d'information.

## Coopération sur la liberté d'expression

La liberté d'expression, les défis actuels dans le contexte de la guerre en cours, ainsi que les normes européennes applicables qui garantissent et réglementent ce droit ont été parmi les principaux sujets de discussion lors du 2e Forum régional du Conseil de l'Europe "[Liberté d'expression en temps de guerre](#)" à Chisinau les 6 et 7 décembre. Cet événement a rassemblé une centaine de professionnels des médias et de militants de la liberté d'expression **d'Arménie, d'Azerbaïdjan, de Géorgie, de la République de Moldavie et d'Ukraine**. Dans le cadre de l'action de soutien par les pairs et de conseil au Conseil de l'audiovisuel (CA) de la **République de Moldavie**, cinq (hauts) représentants du CA ont participé à une réunion de mise en réseau par les pairs à l'OFCOM à Londres, au **Royaume-Uni**, les 13 et 14 décembre. Cette visite a été organisée dans le but d'améliorer le fonctionnement du Conseil de l'audiovisuel et les efforts de l'institution par le biais de mesures qui renforceront la voie vers l'intégration européenne. Un examen et une évaluation juridique dans le cadre du HF3- PROFREX a contribué, par le biais de conseils techniques, aux nouvelles règles de financement du radiodiffuseur public du **Monténégro** visant à renforcer son indépendance. Les actions HF PROFREX ont permis de sensibiliser et de renforcer les capacités au **Kosovo\*** (désinformation sexiste), en **Macédoine du Nord** ([reportage sensible au genre](#)) et en **Bosnie-Herzégovine** ([SLAPP](#)). En outre, en **Bosnie-Herzégovine**, le [travail](#) s'est poursuivi sur les outils de surveillance et d'établissement de rapports sur les droits de l'homme développés dans le cadre du projet EFEx.

## Intelligence Artificielle

Du 5 au 8 décembre 2023, le Comité sur l'intelligence artificielle du Conseil de l'Europe a tenu une réunion des membres de son groupe de rédaction suivie de la 8<sup>ème</sup> réunion plénière.

## Protection des données

Le Bureau du Comité de la Convention 108 a tenu sa [60ème réunion](#) les 13 et 14 décembre se concentrant sur le troisième module (de sous-traitant à sous-traitant) des [Clauses Contractuelles Types](#) pour le transfert des données à caractère personnel, tout en poursuivant ses travaux sur l'interprétation de l'article 11 de la Convention modernisée, et sur le projet de Lignes directrices sur la protection des données dans le contexte de l'inscription et de l'authentification des électeurs. L'Unité de Protection des Données a participé à la première réunion du [groupe de travail du CEPS sur les transferts de données entre l'UE et les États-Unis et leur impact sur la confiance, l'État de droit et la vie privée](#) le 7 décembre, ainsi qu'à l'édition 2023 de la [conférence Octopus](#) à Bucarest du 13 au 15 décembre 2023.

## Cybercriminalité

La [conférence Octopus 2023](#), qui s'est tenue du 13 au 15 décembre 2023 à Bucarest, en **Roumanie**, a rassemblé plus de 500 experts en cybercriminalité du monde entier. Ce fut également une excellente occasion d'examiner l'impact du renforcement des capacités fourni par le [Bureau de programme sur la cybercriminalité](#) (C-PROC) à l'occasion de son dixième

anniversaire. Depuis sa création, le bureau du C-PROC a soutenu environ 2000 activités impliquant plus de 130 pays. Le dernier jour de la conférence, [le Cameroun a adhéré](#) à la [convention de Budapest](#), devenant ainsi sa 69e partie.

Les documents suivants ont été publiés en décembre (*en anglais*) : [Discussion paper: Freedom of expression within the context of action on cybercrime – Practical considerations](#); [Global State of Cybercrime Legislation 2013-2023: A cursory Overview](#); [Implementing the First Protocol to the Convention on Cybercrime on Xenophobia and Racism: Good practice study](#).

## GRECO et lutte contre la criminalité économique



Group of States against Corruption

Groupe d'États contre la corruption

Le président du GRECO a publié une [déclaration](#) en amont de la Journée internationale de lutte contre la corruption du 9 décembre 2023, appelant à une action déterminée pour faire de la lutte contre la corruption environnementale une priorité politique. Il a également présenté la contribution du GRECO à la lutte contre la corruption au cours de ses presque 25 ans d'existence lors de la [10e session de la Conférence des États parties à la Convention nationale des Nations unies contre la corruption](#) (COSP-10), qui s'est tenue à Atlanta du 11 au 15 décembre 2023.

Le GRECO a aussi publié 3 rapports du 4<sup>e</sup> cycle (corruption parmi les parlementaires, les juges et les procureurs) : l'addendum au 2e rapport de conformité sur le [Luxembourg](#) et la [Serbie](#) et le 4e rapport de conformité intérimaire sur la [Türkiye](#). En outre, le GRECO a publié le rapport d'évaluation du 5e cycle sur les [États-Unis d'Amérique](#), qui traite de la corruption concernant les hautes fonctions de l'exécutif et le Bureau d'enquête fédéral.

## MONEYVAL et le recouvrement des avoirs criminels



Lors de sa 66e réunion plénière (11 au 15 décembre 2023), MONEYVAL a examiné et adopté les rapports d'évaluation mutuelle de l'[Azerbaïdjan](#) et du [Monténégro](#) dans le cadre du 5e cycle d'évaluations, ainsi que les rapports de suivi de [Chypre](#), de la [Lituanie](#) et de la [Slovénie](#). En outre, MONEYVAL a décidé des mesures à appliquer à la [République tchèque](#) et à la [Lituanie](#) dans le cadre de ses procédures de conformité renforcée.

En préparation du 6e cycle d'évaluations mutuelles, MONEYVAL a adopté de nouvelles règles de procédure, discuté de la planification et du séquençage, et approuvé un ensemble de questionnaires et de documents de collecte de données utilisés pour soutenir le processus d'évaluation. MONEYVAL a chaleureusement remercié Mme Elżbieta Frankow-Jaśkiewicz (Pologne) pour les services exceptionnels qu'elle a rendus aux travaux de MONEYVAL au cours de son mandat et a accueilli Nicola MUCCIOLI (Saint-Marin) en tant que président à partir du 1er janvier 2024. MONEYVAL a élu Mme Astghik KARAMANUKYAN (Arménie) et M. Matis Mäeker (Estonie) comme vice-présidents, ainsi que Mme Jennifer PALPACUER (Monaco) et M. Daniel-Marius STAICU (République de Moldavie) pour un mandat de deux ans (2024-2026).

Le rapport de la 15ème réunion de la Conférence des Parties à la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (STCE n° 198) est maintenant [public](#).



## Criminalité économique et coopération

- Une campagne de sensibilisation du public a été lancée avec les douanes et la police d'État **albanaises** sur la prévention du transport transfrontalier illicite d'espèces et d'autres objets de valeur. La campagne vise à sensibiliser les citoyens et les voyageurs réguliers aux obligations légales de déclarer les espèces et autres objets de valeur, dans le cadre d'un effort global de lutte contre le blanchiment d'argent transfrontalier et le financement du terrorisme.
- Organisation d'une formation de trois jours pour 25 représentants de la CRF **bulgare** sur l'utilisation du renseignement open source (OSINT) pour l'analyse opérationnelle et stratégique.
- La cellule **estonienne** de renseignement financier a bénéficié de conseils sur le développement de sa fonction d'analyse stratégique, en tant qu'élément clé d'une lutte efficace contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.
- Les enquêteurs et les procureurs des forces de l'ordre de **Géorgie** ont bénéficié d'une formation sur l'application de méthodes d'enquête diverses et innovantes lors d'enquêtes financières.
- Le groupe de travail chargé de la révision de la loi sur la protection des lanceurs d'alerte en **Macédoine du Nord** a modifié la loi sur la base des recommandations et des conseils fournis par le Conseil de l'Europe dans le cadre de l'action de la Facilité horizontale III en Macédoine du Nord.
- Les agents **turcs** du renseignement financier et des forces de l'ordre ont bénéficié de pratiques et d'informations comparatives sur le développement et l'utilisation du renseignement financier à l'appui des efforts des forces de l'ordre pour enquêter sur les affaires de blanchiment d'argent.
- Contribution à un forum international multipartite « Surveillance financière – 2023 », organisé en **Ukraine** en format hybride. L'évènement a rassemblé plus de 340 participants (à distance et en présentiel) et a servi de plate-forme où experts, décideurs politiques et autres parties prenantes ont convergé pour relever les défis.

## Droit pénal, MEDICRIME et lutte contre le terrorisme

### Lutte contre le terrorisme



Le [Comité du Conseil de l'Europe de lutte contre le terrorisme \(CDCT\)](#) a tenu sa 11e réunion plénière du 11 au 13 décembre à Helsinki, en **Finlande**.

La réunion s'est concentrée sur les négociations de la définition paneuropéenne du terrorisme aux fins de la Convention pour la prévention du terrorisme (STCE n° 196). La nouvelle définition garantit que toutes les manifestations contemporaines et prévisibles du terrorisme soient correctement prises en compte. Après un

examen approfondi et une discussion détaillée du texte proposé, la plénière du CDCT s'est entendue sur la formulation proposée de définition du terrorisme.

Concernant [la Stratégie contre le terrorisme \(2023-2027\)](#), le CDCT a examiné les progrès de sa mise en œuvre et approuvé l'un des premiers produits majeurs, les *Lignes directrices à l'intention des autorités publiques et du secteur privé sur la préparation et les réponses aux situations d'urgence en cas d'attentat terroriste*. Ce document fournit des outils

supplémentaires aux autorités nationales compétentes concernant la préparation, la coopération et la coordination entre les différentes entités concernées ainsi que sur les structures de gestion et la formation efficaces.

Le CDCT a également approuvé le lancement de plusieurs activités, notamment des conférences et des groupes de travail, qui se dérouleront tout au long de 2024. Enfin, la Plénière a continué à soutenir les réseaux internationaux existants, notamment le *Réseau de points de contact sur les victimes du terrorisme* et le *Réseau de points de contact 24/7 sur les combattants terroristes étrangers* qui facilitent les échanges entre les praticiens des autorités nationales.

## **MEDICRIME**

En tant qu'instrument juridique unique pour lutter contre la contrefaçon des produits médicaux et autres infractions similaires, la [Convention MEDICRIME](#) a été présentée lors d'un webinaire (7 décembre) à l'occasion de la [Semaine de lutte contre les contrefaçons 2023](#) consacrée à « L'Afrique ensemble contre les médicaments de qualité inférieure et falsifiés ». Le **Cameroun** et le **Sénégal** ont été invités par le Comité des Ministres à signer et ratifier la Convention MEDICRIME (13 décembre). Le rapport sur le réseau MEDICRIME 24/7 sur la coopération et l'échange d'informations a été présenté lors de la [34e réunion](#) des chefs des agences du médicament et du groupe de travail sur les agents chargés de l'application de la loi tenue à Madrid (**Espagne**) du 13-15 décembre.

---

<sup>i</sup> \* Toute référence au Kosovo mentionnée dans ce texte, qu'elle concerne le territoire, les institutions ou la population, doit se comprendre en plein conformité avec la Résolution 1244 du Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies et sans préjuger du statut du Kosovo.